



23 OCTOBRE suite... A TOUS LES COLLEGUES de la DGAS...



Nantes le 25 octobre 2007

Après les réunions d'information du personnel **à Nantes et Saint Nazaire: près de 150 collègues rassemblés...** de différents services PMI, SAGP, ASE, de nombreuses équipes de terrain... avec des interrogations et des questionnements variés...

Après la grève et le rassemblement à l'Hôtel du Département qui a mobilisé près de 120 collègues....

Après trois quart d'heure d'attente pour savoir si une délégation des manifestants serait ou non reçue!!!

Après la menace de "bloquer les élus" en "campant" devant leur sortie de parking souterrain: des collègues ont failli être repoussés à coup de lance à incendie !!!

Une délégation d'une vingtaine de collègues a été reçue pendant plus de 2 heures par le Président du Conseil général et le Vice Président chargé des Personnels et du Budget accompagnés du Directeur Général des Services, du D.G.A. chargé des Ressources, du DRH et d'un cadre des services centraux de la DGAS ... Le PCG et le Vice Président ont quitté la délégation au bout d'une heure d'échanges.

NOUS AVONS CLAIREMENT REAFFIRME QUE NOUS NE REMETTONS PAS EN CAUSE LES RENFORTS QUE L'ADMINISTRATION A ESTIME NECESSAIRES POUR CERTAINES EQUIPES...

Les collègues, des différentes équipes présentes, ont interpellé le Président sur leurs difficultés professionnelles en lien avec cette réorganisation et leurs préoccupations par rapport à la qualité du service au public et aux usagers.

Le Président a été étonné de constater un tel malaise des professionnels alors que des efforts avaient été consentis en lien avec la mise en œuvre du service agrément...

Le Président avec le Directeur général ne comprend pas les chiffres annoncés par les représentants du personnel et les professionnels de terrain en termes de perte d'effectifs: ils ne correspondent pas à ce que leur indiquent les Services de la Direction de la DGAS.

Le Directeur général a tenté de justifier les décisions de l'administration devant le Président en se concentrant sur la création du service agrément...

Il a ensuite indiqué devant la délégation que s'il n'entendait pas différer les décisions d'organisation qui doivent s'appliquer au 1er novembre, il était cependant prêt à regarder avec les représentants du personnel un ETAT CONTRADICTOIRE des EQUIPES EN DIFFICULTE...

Il n'a pas voulu s'engager au GEL du redéploiement des fonctions des collègues qui n'avaient pas postulé sur de nouveaux postes comme la délégation le lui demandait en signe d'apaisement.

Il a en même temps indiqué que l'encadrement intermédiaire ne devait envisager des réaffectations contraintes qu'en cas "d'absolue nécessité de service" et a affirmé que la DRH allait se mettre à disposition pour "dégager des renforts temporaires" là où cela est nécessaire...

Cette rhétorique et dialectique: LES COLLEGUES DE LA DELEGATION ONT EU DU MAL A LA COMPRENDRE...

A L'ISSUE DU COMPTE RENDU DE LA DELEGATION AUX MANIFESTANTS, CEUX-CI ONT DECIDE

- DE NE PAS BAISSER LA GARDE...
- DE RASSEMBLER PAR ECRIT TOUS LES ELEMENTS D'INFORMATIONS et DE LES COMMUNIQUER aux représentants du personnel FO et CGT qui les accompagnent: **VOIR DOCUMENT JOINT A RETOURNER dans les meilleurs délais possibles (de préférence avant le 31 octobre)**
- DE REFUSER TOUT CHANGEMENT CONTRAINT DE FONCTIONS...
- DE BOYCOTTER TOUTE REUNION QUI VISERAIT A LEUR FAIRE ACCEPTER de tels changements...
- DE RESISTER PAR TOUS LES MOYENS POSSIBLES... et

**D'ORGANISER UNE NOUVELLE ASSEMBLEE GENERALE DEPARTEMENTALE
le JEUDI 8 NOVEMBRE de 10h à 12h
et UN APPEL A FAIRE GREVE ET MANIFESTER L'APRES MIDI**

DEPUIS aucun contact, ni rendez vous n'ont été fixés avec les représentants de nos deux syndicats: si tel était le cas nous y associerions des représentants des équipes grévistes et mobilisés le 23 octobre.

En revanche, nous avons appris que LE PRESIDENT du Conseil Général réunit en urgence tous les cadres des délégations au territoire:

- A-t-il PRIS LA MESURE DU MALAISE DANS NOS SERVICES ?
- Entend-t-il préparer des réponses aux interrogations confirmées par les personnels ?
- Ou veut-il imposer le passage en force des décisions d'organisation prises il y a quelques mois et confirmées dernièrement en négligeant les conséquences humaines de leur mise en œuvre ?

A suivre...

UNE SEULE REPONSE: S'ORGANISER POUR AMPLIFIER LA MOBILISATION !

Comment ne pas comprendre, dans ces conditions, que des collègues d'autres services (ASE, PMI services centraux...) ne soient pas inquiets quand on voit comment notre institution traite son personnel...

Et ne parlons pas **DU PROJET DE TERRITORIALISATION DES SERVICES FONCTIONNELS initié et annoncé comme devant être mis en œuvre à partir d'avril 2008**, faisant l'objet de tous les moyens de communication à la disposition de l'administration SANS QUE LES REPRESENTANTS DU PERSONNEL N'AIENT EU leur mot à dire et leur avis à donner PREALABLEMENT dans le cadre d'un COMITE TECHNIQUE PARITAIRE.